

Éric Barbazo :

« la classe de première, point faible de la réforme »

Éric Barbazo est le nouveau jeune et dynamique président de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (A.P.M.E.P.). Tangente lui a demandé de se prononcer sur la toute récente annonce de la réforme des lycées.

L'APMEP a réagi immédiatement au projet d'organisation des séries générales des lycées, en publiant avec la SMF (Société mathématique de France) sur www.apmep.asso.fr une déclaration commune. Quelles en sont les principales idées ?

L'analyse qui a été faite du projet se veut précise et objective. Elle ne s'interdit ni d'en soulever les aspects positifs ni d'attirer l'attention sur les points négatifs, voire inacceptables.

Sur un plan général, on peut affirmer que la réforme, telle qu'elle est proposée, réduit la part de l'enseignement disciplinaire pour mettre en place une aide individualisée pour tous les élèves. L'enseignement des mathématiques se voit diminué dans toutes les séries de manière très importante. La question de l'organisation des dédoublements et des heures d'aide individualisée au sein de chaque établissement est posée, avec comme risque majeur une mise en concurrence des disciplines et une course aux heures de dédoublements nécessaires à notre enseignement.

Quelles sont les implications sur le plan plus particulier des mathématiques ?

Nous nous félicitons de l'apparition d'un enseignement de découverte du type « option sciences » en classe de seconde. Depuis de nombreuses années, l'APMEP a initié, testé et développé les contenus d'un tel enseignement avec de nombreux succès. Cependant, sa mise en œuvre doit faire l'objet d'un cadrage national afin que cet enseignement puisse être proposé et organisé dans tous les lycées d'enseignement général et technologique.

En revanche, le point faible et inquiétant de la réforme est sans conteste la classe de première. L'horaire de toutes les séries est très sévèrement amputé, avec une réduction à quatre heures de l'horaire en première S, deux heures d'option qui disparaissent en première ES et l'enseignement des mathématiques en série L qui, désormais, devient uniquement optionnel. Pour cette dernière série, de nombreux élèves arrêteront définitivement tout enseignement mathématique à l'issue de la classe de seconde, ce qui sera dommageable pour leurs études supérieures, qu'elles soient d'ordres littéraire ou linguistique.

En première S, un horaire de 4 h ne pourra pas permettre à cette série de jouer son rôle de formation aux sciences en général et aux mathématiques en particulier. La structure proposée en première scientifique entraîne la perte de 4 h 30 d'enseignements en sciences. Ces diminutions ne seront pas compensées en terminale. Il ressort de la réforme que la classe de première devient unifor-

me, quelle que soit la série choisie. Cette uniformité des horaires va contribuer à accentuer davantage le déséquilibre des séries entre elles, contrairement aux intentions affi-

chées par les réformateurs, et risque, *in fine*, d'entraîner une augmentation significative du flux des élèves en série S, quel que soit leur goût et compétence scientifiques. De plus, l'écart entre l'horaire des classes de première et de terminale scientifique va engendrer d'importantes difficultés pédagogiques et conceptuelles chez les élèves qui se confronteront à une spécialisation importante en terminale.

Que pensez-vous de la possibilité de réorientation ?

Les modalités en sont encore mal définies et cette option restera sans doute très marginales en fin de première. De plus, en contradiction avec la volonté d'une formation scientifique pour tous, les réorientations depuis la première L seront probablement impossibles, les stages de rattrapage promis pendant les vacances ne pouvant se substituer aux manques évidents dans la formation générale par rapport aux deux autres filières au niveau de mathématique plus approfondi.

Quelle sera l'action de l'APMEP dans les mois à venir ?

L'APMEP a alerté le ministre dès la fin du mois de novembre sur les risques et inquiétudes soulevés par cette réforme, par un courrier auquel il n'a toujours pas répondu.

Enfin, de nouveaux programmes devront être écrits pour les futurs cycles de chaque série. L'APMEP souhaite que ces programmes fassent l'objet d'une réflexion préalable à laquelle les enseignants de terrains soient associés.

